

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21157 - 78ÈME ANNÉE

## L'adaptation au changement climatique amène à remettre en cause le modèle de société

### La Réunion toujours plus vulnérable aux fortes pluies

Le centre de la tempête Chenoso est passé à plus de 1000 kilomètres de La Réunion. D'importants dégâts sont à dénombrer à cause de la montée des eaux. Ce phénomène météorologique n'était pas pourtant pas un cyclone passant à proximité de La Réunion. C'est une nouvelle alerte. Elle confirme que notre île est très vulnérable à ce genre de phénomène météo qui reste malgré tout une caractéristique du climat tropical.

Routes coupées à cause d'éboulis ou d'inondation, écoles fermées, des rues transformées en rivière en quelques dizaines de minutes : l'épisode de fortes pluies qu'a connu La Réunion cette semaine a fait d'importants dégâts.

Ceci interroge, car ces fortes pluies sont un phénomène météorologique courant dans le climat tropical où baigne La Réunion. Heureusement que ce n'était pas un cyclone, ont d'ailleurs fait remarquer plusieurs observateurs.

#### L'urbanisation favorise le ruissellement de l'eau

La Réunion compte aujourd'hui plus de 850 000 habitants. Les constructions se sont multipliées ces dernières décennies. Pour de nombreux Réunionnais, le but est la maison individuelle. Mais ce type de construction a un impact sur l'écoulement des eaux de pluie. Nombreuses sont en effet ces maisons où toute la cour est bétonnée. L'eau ne peut plus s'infiltrer, elle ruisselle. Le ruissellement est favorisé par la création de routes pour relier ces lotissements de maisons individuelles. Comme la surface de terrain permettant à l'eau de s'infiltrer diminue, cette eau s'accumule en torrents qui font d'importants dégâts.

#### Politique des transports à revoir

La fragilité du réseau routier est également apparue avec des éboulis et des inondations coupant les routes. Or, l'automobile est le seul moyen de déplacement entre les quartiers et les villes. Il en résulte donc des conditions de circulation difficiles, et d'importants embouteillages. Avec plus de 400000 voitures à La Réunion et au rythme de 30000 immatriculations nouvelles par an, le moindre incident sur la route peut paralyser toute une ville, voire un axe routier important.

#### Protéger la population

Le changement climatique rapproche La Réunion de la zone d'évolution habituelle des cyclones tropicaux très intenses. On ne peut que frémir à l'éventualité de l'arrivée d'un tel météore au large de nos côtes. Les effets d'une tempête telle que Chenoso seront en effet multipliés.

Ceci rappelle que la protection de la population face aux effets du changement climatique est une priorité. Et que dans le domaine de l'adaptation, le modèle importé de la cour bétonnée et du tout-automobile sont des handicaps.

**M.M.**

## Pretoria sera au sommet Russie-Afrique à Saint-Pétersbourg

# Afrique du Sud et Russie n'utiliseront plus le dollar dans leurs échanges commerciaux



**L'Afrique du Sud a confirmé sa participation au plus haut niveau au 2e sommet Russie-Afrique, a déclaré ce 27 janvier l'ambassadeur russe dans ce pays. Alors qu'il est envisagé de créer une monnaie commune pour les BRICS, Moscou et Pretoria souhaitent également délaissier le dollar dans leurs échanges commerciaux et aspirent à trouver des solutions « au cours de cette année ».**

« On attend beaucoup de nous » pour la deuxième édition du sommet Russie-Afrique qui aura lieu fin juillet à Saint-Pétersbourg, a fait savoir l'ambassadeur russe en Afrique du Sud.

Après que, pendant la première édition du forum en 2019, Moscou avait évoqué sa volonté de travailler plus étroitement avec ses partenaires africains, Pretoria « porte un vif intérêt à toute cette nouvelle atmosphère » liée au deuxième volet du sommet.

« Nous disposons d'une confirmation selon laquelle l'Afrique du Sud envisage d'y participer au plus haut niveau », a expliqué le diplomate sur la chaîne de

télévision Rossiya 24.

Et de poursuivre qu'il y a « des attentes assez élevées, des espoirs. Il y a bien sûr des gens qui veulent tout faire dérailler, mais la majorité voit cela d'un bon œil et attend avant tout des progrès dans le domaine économique ».

Nombre de points de coopération ont été à l'ordre du jour de la visite de travail en Afrique du Sud de Sergueï Lavrov qu'il a effectuée dans le cadre de sa tournée africaine.

Les parties s'apprêtent actuellement à participer à des exercices militaires russo-sino-sud-africains en février.

Alors qu'il est envisagé de créer une monnaie commune pour les BRICS, Moscou et Pretoria souhaitent également délaissier le dollar dans leurs échanges commerciaux et aspirent à trouver des solutions « au cours de cette année ».

En outre, la question du lancement de vols directs reliant la Russie à l'Afrique du Sud refait souvent surface à l'approche du sommet en juillet.

# Qui se cache derrière la tentative de coup d'État contre la démocratie brésilienne ?

Par Salim Lamrani, Université de La Réunion

**Le 8 janvier 2023, plusieurs milliers de partisans de l'ancien président Jair Bolsonaro ont pris d'assaut les trois principales institutions démocratiques du Brésil. Le Congrès, le Tribunal suprême fédéral et le Palais présidentiel de la place des Trois-Pouvoir dans la capitale ont été saccagés pendant plusieurs heures dans une tentative de coup d'État. Cette attaque, minutieusement planifiée, a suscité une indignation mondiale.**

Le 30 octobre 2022, lors du second tour de l'élection présidentielle, les Brésiliens ont orienté leur suffrage vers le candidat du Parti des Travailleurs, Lula da Silva, en lui accordant une courte avance face au Président sortant d'extrême droite Jair Bolsonaro. Avec un total de 50,9 %, Lula a obtenu deux millions de voix de plus que son adversaire sur un total de 124 millions d'électeurs. Après deux mandats consécutifs couronnés de succès entre 2003 et 2010 et 80 % d'opinion favorable, l'ancien dirigeant ouvrier revient au pouvoir pour une nouvelle gouvernance de quatre ans, jusqu'en 2027 **1**.

Le Président Lula aurait dû réinvestir le Palais présidentiel dès janvier 2019, étant le candidat favori des élections de 2018. Mais suite à une conspiration orchestrée par le procureur Sergio Moro dans le cadre de l'affaire de corruption Lava Jato, afin de l'empêcher de présenter sa candidature, Lula a été arbitrairement condamné en 2017 à une peine de neuf ans et six mois de prison — peine alourdie à 12 ans de prison en appel — pour corruption passive et blanchiment d'argent, sans qu'aucune preuve matérielle ne soit présentée lors au Tribunal. La Commission des Droits de l'Homme des Nations unies a condamné le procès contre Lula soulignant qu'il « a violé son droit d'être jugé par un tribunal impartial, son droit à la vie privée et ses droits politiques **2** ». Ce dernier a passé 580 jours en prison, d'avril 2018 à novembre 2019, ce qui a permis à Bolsonaro de s'emparer du pouvoir sans difficulté. Le leader d'extrême droite n'a même pas tenté de sauver les apparences, s'empresant de remercier le procureur Moro en le nommant Ministre de la Justice **3**. En 2019, la Cour suprême a annulé la condamnation de Lula, dénonçant l'instrumentalisation politique du procès à son encontre **4**.

Bolsonaro est un dirigeant ouvertement fasciste. « Alons directement à la dictature », a-t-il déclaré par le passé **5**. Nostalgique du régime militaire brésilien qui a meurtri le pays entre 1964 et 1985, ennemi des principes démocratiques, l'ex-président a ainsi qualifié en 2019 de « héros national » le colonel Carlo Al-

berto Ustra, condamné pour actes de torture et de barbarie par la justice brésilienne. Dilma Rousseff, Présidente du Brésil de 2011 à 2016, avait été torturée par les services d'Ustra alors qu'elle était une jeune militante révolutionnaire opposée à l'autocratie des généraux **6**. Après quatre ans de gouvernance, le bilan de Bolsonaro est singulièrement négatif, notamment marqué par l'ultraconservatisme, le renforcement du pouvoir de l'Église évangélique, les propos haineux à l'égard des populations de couleur, des femmes, de la diversité sexuelle et de la gauche **7**. Sa gestion catastrophique de la pandémie du Covid-19 a fait du Brésil l'un des pays au monde ayant le taux de létalité le plus élevé. Sa politique antisociale a fait exploser le taux de pauvreté : 33 millions de personnes souffrent de la faim. Sous son mandat, la déforestation de l'Amazonie a atteint des niveaux inégalés, avec une hausse de 60 %, détruisant les terres indigènes et suscitant l'inquiétude de la communauté mondiale. Au niveau international, sa politique a conduit à la distension des liens avec de nombreux pays **8**.

Malgré la transparence du scrutin de 2022, Bolsonaro a toujours refusé de reconnaître la victoire de son adversaire, faisant courir des rumeurs de fraude et chauffant à blanc son électorat, qui a multiplié les actions violentes depuis octobre 2022, en bloquant notamment les routes. De plus, depuis cette date, des centaines de personnes campaient devant le quartier général de l'armée à Brasilia, scandant le slogan « S.O.S Forces armées », exigeant explicitement une intervention militaire afin de rompre la légalité constitutionnelle et d'empêcher l'accession de Lula au pouvoir le 1er janvier 2023, tout cela avec l'accord tacite de Bolsonaro **9**. En outre, ce dernier n'a pas hésité à exercer une forte pression sur le Tribunal supérieur électoral afin qu'il annule les élections. Mais le TSE a refusé de céder aux menaces et a validé le scrutin, dénonçant l'action de Bolsonaro et qualifiant ses allégations de « ridicules et illicites », affirmant qu'elles étaient « ostensiblement conspiratrices à l'égard de l'état de droit démocratique ». Même le Ministère de la Défense a conclu à l'absence de fraude dans un rapport de novembre 2022 **10**.

Le 30 décembre 2022, à deux jours de la cérémonie d'investiture de Lula, Bolsonaro a quitté le pays en direction des États-Unis, refusant de se plier à la tradition républicaine de remise de l'écharpe à son successeur, symbole d'une transition pacifique. C'est la première fois depuis l'avènement de la démocratie en 1985 qu'un président sortant refuse de saluer le

nouveau dirigeant. Cette année-là, le général Joao Fi-gueredo, dernier chef de la junte militaire, avait refusé de participer à la cérémonie d'investiture du Président élu José Sarney **11**. L'attitude de Bolsonaro a même été publiquement critiquée par son vice-président sortant, le général Hamilton Mourao : « Les leaders qui doivent rassurer et unir la nation autour d'un projet pour le pays ont laissé leur silence ou leur action inopportune et nocive créer un climat de chaos et de désintégration sociale **12** ».

Le 1er janvier 2023, la cérémonie d'investiture a réuni de nombreuses délégations officielles venues du monde entier pour assister à l'intronisation de Lula comme Président de la République, illustrant ainsi le soutien international au nouveau pouvoir. Des centaines de milliers de Brésiliens ont effectué le déplacement dans la capitale pour saluer l'avènement d'une ère différente pour le Brésil, marqué par quatre années difficiles. Pour symboliser la nouvelle étape pour le peuple brésilien, en particulier pour les catégories les plus démunies, Lula a choisi une femme éboueur de 33 ans, Aline Sousa, pour la remise de l'écharpe présidentielle **13**. Lors de son discours d'investiture, Lula est revenu sur la longue bataille jalonnée d'obstacles qu'il a menée et qui a conduit à la victoire, dénonçant l'utilisation de fonds publics à des fins électorales par son adversaire. Il a dressé un réquisitoire du gouvernement sortant qui a procédé à « la destruction des politiques publiques qui promouvaient la citoyenneté, les droits essentiels, la santé et l'éducation ». Il a promis aux Brésiliens une « vie digne, sans faim, avec un accès à l'emploi, à la santé et à l'éducation **14** ».

Une semaine plus tard, le 8 janvier 2023, des milliers de militants d'extrême-droite se sont retrouvés dans la capitale Brasilia dans ce qui a été, à l'évidence, une opération minutieusement organisée. Ils ont lancé un assaut de plusieurs heures contre les trois principales institutions démocratiques du pays, le Congrès, le Palais présidentiel et le Tribunal suprême, trois joyaux de la Place des Trois Pouvoirs, édifiés par l'architecte Oscar Niemeyer, saccageant les lieux et détruisant des œuvres d'art d'une valeur inestimable, avec comme objectif de rompre la légalité constitutionnelle. Deux années, presque jour pour jour, après l'attaque du Capitole à Washington par les partisans de Donald Trump qui refusaient de reconnaître les résultats des élections, le Brésil a vécu le même épisode dramatique. La communauté internationale a unanimement condamné l'atteinte à l'État de droit **15**.

Le Président Lula a signé un décret déléguant la sécurité de la capitale aux autorités fédérales jusqu'à fin janvier 2023 **16**. Pas moins de 1 200 personnes ont été arrêtées et la Cour suprême a ordonné le démantèlement des camps des putschistes dans un délai de 24 heures **17**.

## Les responsabilités

Malgré ses dénégations, le principal auteur intellectuel de cette tentative de coup d'État est le président sortant lui-même **18**. En effet, Bolsonaro n'a eu de cesse de remettre en cause les résultats électoraux, pourtant unanimement reconnus, attisant ainsi la rancœur de ses partisans et galvanisant les secteurs les plus radicaux tentés par une action illégale. Comme le souligne le New York Times, l'assaut a constitué « le point culminant violent des attaques rhétoriques incessantes de M. Bolsonaro contre le système électoral du pays **19** ». Pour sa part, CNN a souligné que « Bolsonaro n'a cessé de semer le doute sur la légitimité du vote, sans présenter de preuves **20** ». L'ancien chef d'État a ainsi ouvert la voie à une action violente sans précédent dans l'histoire du Brésil démocratique. Par le biais de son avocat, il a persisté à qualifier les événements de « mouvement social spontané mené par la population ». La Cour suprême a annoncé l'ouverture d'une enquête à son encontre. Selon la presse étasunienne, « il ne fait aucun doute qu'il a inspiré les quelque 5 000 personnes présentes à la manifestation qui a tourné à la violence **21** ». A la responsabilité de Bolsonaro s'ajoute celle des groupes ayant apporté un soutien matériel et financier à l'organisation d'une telle opération.

Les services de renseignements intérieurs disposaient, sans aucun doute possible, de toutes les informations nécessaires sur les projets violents des militants bolsonaristes. Ainsi, de nombreux messages circulant sur Telegram et WhatsApp appelaient à « organiser des attaques contre des infrastructures stratégiques, telles que des raffineries de pétrole et à ériger des barrages routiers ». Il ne fait aucun doute que les groupes de manifestants ont été infiltrés par des agents des renseignements généraux, comme cela est le cas dans n'importe quel pays au monde. Ainsi, selon une note de la police militaire de Brasilia, pas moins de 100 autocars transportant plus de 4 000 personnes sont arrivés dans la capitale entre le vendredi 6 janvier et le dimanche 8 janvier 2023 **22**. Pourtant, aucune mesure n'a été prise pour procéder à l'arrestation des organisateurs et empêcher l'assaut.

Par ailleurs, la responsabilité de l'armée est clairement engagée, celle-ci ayant accepté la présence du campement putschiste, appelant à la rupture de l'ordre constitutionnel, pendant plus dix semaines dans une zone de sécurité nationale. De surcroît, le jour des émeutes, le bataillon de la garde présidentielle qui stationne en permanence au Palais du chef de l'État n'a pas jugé bon d'intervenir pour empêcher l'invasion. Ces militaires « auraient même empêché, à plusieurs reprises, la police de procéder à l'arrestation des émeutiers », selon Le Monde **23**.

De la même manière, la responsabilité des forces de sécurité censées protéger la capitale ne fait aucun

doute. Le contingent d'agents de police présents sur les lieux était bien inférieur à celui requis pour veiller sur les différentes institutions de la démocratie brésilienne. Pourtant, les risques d'incidents étaient très élevés au vu de la présence massive et belliqueuse des extrémistes de Bolsonaro. Une réunion avait eu lieu le 6 janvier entre Flavio Dino, nouveau Ministre de la Justice, et les autorités locales dont le gouverneur de Brasilia, Ibaneis Rocha, et le responsable de la sécurité de Brasilia, Anderson Torres, et un accord avait été trouvé au sujet du nombre d'agents à déployer pour protéger les institutions en prévision de la manifestation du dimanche. Or, contre toute attente, le contingent présent était bien inférieur à ce qui avait été convenu. Le Ministre Dino a dénoncé un changement de dernière minute, sans explication aucune de la part des autorités de Brasilia **24**. Ainsi, alors que l'esplanade devait être fermée aux manifestants, le gouverneur Rocha a décidé au dernier moment d'en ouvrir l'accès. Le Ministre de la Justice n'a appris la nouvelle que... par la presse **25**. Au lieu de remplir sa mission qui consiste à protéger les lieux, la police s'est distinguée par son inaction voire sa complicité à l'égard des putschistes. Le New York Times a exprimé sa stupéfaction : « Des vidéos ont circulé en ligne montrant les officiers présents semblant escorter les manifestants vers des bâtiments fédéraux, et s'arrêtant pour prendre des selfies avec eux **26** ». Le Président Lula a dénoncé pour sa part « la connivence explicite de la police avec les manifestants ». La justice brésilienne a déjà commencé à agir en procédant à l'arrestation du responsable de la sécurité dans la capitale **27**.

Dans un premier temps, la Cour suprême a suspendu pour 90 jours le gouverneur Torres de Brasilia, un fervent soutien de Bolsonaro dont il a été Ministre de la Justice **28**. Mais les enquêteurs ont découvert à son domicile un projet de décret présidentiel destiné à annuler l'élection de Lula par une prise de contrôle du Tribunal supérieur électoral par le gouvernement fédéral, causant un scandale sans précédent au Brésil. Ce document non daté portait le nom de Bolsonaro à la fin avec un espace réservé pour sa signature. Torres, dans une tentative de défense maladroite, a appelé à ne pas juger ce document « hors de son contexte », reconnaissant ainsi la paternité du projet et l'authenticité du document destiné à préparer un coup d'État. Il a immédiatement été arrêté par les autorités, dans l'attente de son jugement **29**.

## Le Code pénal français

Dans n'importe quelle démocratie occidentale, les événements du 8 janvier seraient sanctionnés par de lourdes peines de prison. Ainsi, selon l'article 412-1 du code pénal français, « le fait de commettre un ou plusieurs actes de violence de nature à mettre en

péril les institutions de la République » est « puni de trente ans de détention criminelle et de 450 000 euros d'amende ». En outre, les peines sont portées à la détention criminelle à perpétuité et à 750 000 euros d'amende lorsque les actes sont « commis par une personne dépositaire de l'autorité publique ». L'article 412-4 sanctionne d'une peine « de quinze ans de détention criminelle et de 225 000 euros d'amende le fait de participer à un mouvement insurrectionnel ». Ce dernier est défini de façon claire : « en occupant à force ouverte ou par ruse ou en détruisant tout édifice ou installation ; en assurant le transport, la subsistance ou les communications des insurgés ; en provoquant à des rassemblements d'insurgés, par quelque moyen que ce soit **30** ».

La tentative de coup d'État orchestrée par les partisans de Bolsonaro illustre le véritable visage de l'extrême droite, incapable de respecter les principes démocratiques dès lors que le suffrage populaire lui est défavorable. Dans un pays qui porte encore les douloureuses cicatrices laissées par les deux décennies de dictature militaire, fracturé et polarisé par l'administration sortante, la mission du Président Lula est de retrouver la cohésion nationale nécessaire et de rappeler à tout le peuple brésilien, quelle que soit sa tendance politique, que la nation appartient à tous et qu'elle a le devoir moral de s'occuper des catégories les plus fragiles. « Ordre et Progrès », telle est la devise républicaine du Brésil.

[1] Agence France-Presse, « Congratulations Pour In for Brazil President-Elect Lula », 31 octobre 2022.

[2] United Nations Human Right Office of the Hight Commissioner, « Brazil : Criminal proceedings against former President Lula da Silva violated due process guarantees, UN Human Rights Committee finds », United Nations, 28 avril 2022. <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/04/brazil-criminal-proceedings-against-former-president-lula-da-silva-violated> (site consulté le 18 janvier 2023).

[3] Glenn Greenwald & Victor Poury, « Hidden Plot. Exclusive : Brazil's Top Prosecutors Who Indicted Lula Schemed in Secret Messages to Prevent His Party From Winning 2018 Election », The Intercept, 9 janvier 2019. <https://theintercept.com/2019/06/09/brazil-car-wash-prosecutors-workers-party-lula/> (site consulté le 16 janvier 2023).

[4] Reuters, « Brazil judge orders ex-president Lula released from prison », 8 novembre 2019.

[5] Jack Nicas & Carly Olson, « Who is Jair Bolsonaro », The New York Times, 8 janvier 2023.

[6] Reuters, « Brazil's Bolsonaro extols convicted tor-

turer as a 'national hero' », 8 août 2019.

[7] Jack Nicas & Carly Olson, « Who is Jair Bolsonaro », The New York Times, 8 janvier 2023.

[8] Heriberto Araujo, « For Lula and the World, the Tough Job of Saving the Amazon Begins », The New York Times, 31 décembre 2022 ; École de Politique Appliquée, « Election présidentielle au Brésil : le retour historique de Lula », Faculté de Lettres et Sciences Humaines, Université de Sherbrooke, 8 novembre 2022. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMANalyse/3324> (site consulté le 16 janvier 2023).

[9] Vanessa Barbara, « The 'Trump of the Tropics' Goes Bust », The New York Times, 9 janvier 2023.

[10] Rob Picheta, « The violent attack on Brazil's government was months in the making. Here's what you need to know », CNN, 9 janvier 2023.

[11] AFP/Le Point, « Brésil : Bolsonaro s'envole pour les États-Unis avant la fin de son mandat », 31 décembre 2022.

[12] Jack Nicas & André Spigariol, « Lula Becomes Brazil's President, With Bolsonaro in Florida », The New York Times, 1er janvier 2023.

[13] Jack Nicas & André Spigariol, « Lula Becomes Brazil's President, With Bolsonaro in Florida », The New York Times, 1er janvier 2023.

[14] Lula da Silva, « Discurso de posse do presidente Lula no Congresso Nacional », 1er janvier 2023. <https://lula.com.br/discurso-de-posse-lula-2023/> (site consulté le 16 janvier 2023).

[15] The New York Times, « Governments Condemn Brazil Protests », 8 janvier 2023 ; Jack Nicas & André Spigariol, « Bolsonaro Supporters Lay Siege to Brazil's Capital », The New York Times, 8 janvier 2023.

[16] David Biller, « Authorities probe who was behind uprising in Brazil capital », Associated Press, 9 janvier 2023.

[17] Ana Ionova & Jack Nicas, « Here's the latest on the riot in the Brazilian capital », The New York Times, 9 janvier 2023.

[18] Jack Nicas, « Bolsonaro has been holed up thousands of miles away in Florida », The New York Times, 8 janvier 2023.

[19] Jack Nicas & André Spigariol, « Her's what to know about the protest fueled by false claims of electoral fraud », The New York Times, 8 janvier 2023.

[20] Rob Picheta, « The violent attack on Brazil's government was months in the making. Here's what you need to know », CNN, 9 janvier 2023.

[21] Jack Nicas & André Spigariol, « Bolsonaro Faces Investigation for Inspiring Brazil's Capital Riot », The New York Times, 13 janvier 2023.

[22] Alan Yuhas, « What We Know About the Investigations Into the Brazil Protests », The New York Times, 9 janvier 2023.

[23] Bruno Meyerfeld, « Au Brésil, les limites de la purge de Lula dans l'armée, après les émeutes du 8 janvier », Le Monde, 21 janvier 2023.

[24] Jack Nicas, « What Drove a Mass Attack on Brazil's Capital ? Mass Delusion », The New York Times, 9 janvier 2023.

[25] Jack Nicas & Simon Romero, « 'We Wille Die for Brazil' : How a Far-Right Mob Tried to Oust Lula », The New York Times, 13 janvier 2023.

[26] Amanda Taud, « A Vital Question for Brazil's Democracy : Where Were the Police ? », The New York Times, 11 janvier 2023.

[27] Tara John Rodrigo Pedroso & Kareem El Damanhoury, « Brazilian President Lula criticizes police for protesters' breach of government buildings », CNN, 10 janvier 2023.

[28] Reuters, « Brazil's Top Court Removes Brasilia Governor Over pro-Bolsonaro Riots », 8 janvier 2023.

[29] Agence France-Presse, « Election au Brésil : révélations compromettantes dans l'entourage de Bolsonaro », 13 janvier 2023 ; Le Monde, « Au Brésil, Anderson Torres, ancien ministre de la justice de Jair Bolsonaro, a été arrêté », 14 janvier 2023.

[30] Code pénal français, « Article 412-1 & 412-4 ». [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section\\_lc/LE-GITEXT000006070719/LEGISCTA000006136044/#LE-GISCTA000006136044](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LE-GITEXT000006070719/LEGISCTA000006136044/#LE-GISCTA000006136044) (site consulté le 18 janvier 2023).

## Livraison de chars lourds : l'OTAN choisit l'escalade en Ukraine

L'implication de l'OTAN dans la guerre en Ukraine a franchi une nouvelle étape avec l'annonce de la fourniture de chars lourds puisés directement dans l'arsenal militaire des États-Unis, de l'Allemagne et d'autres pays membres de l'OTAN. Une telle décision montre que l'OTAN pousse au refus des négociations entre la Russie et l'Ukraine pour mettre fin au conflit.

Près d'un an après l'extension à d'autres régions de l'Ukraine de la guerre qui durait depuis 2014 dans le Donbass, l'OTAN veut encore accentuer son soutien militaire au régime de Kiev. Il y eut tout d'abord l'an dernier la fourniture à l'armée ukrainienne de canons, de missiles et de vieux blindés soviétiques, datant de la Guerre froide sortis des stocks militaires d'anciens États du Pacte de Varsovie devenus membres de l'OTAN.

L'OTAN a franchi une première étape en début d'année avec l'annonce de la fourniture de quelques dizaines de chars légers. Ces matériels promis sont pour la plupart du temps en fin de vie, ils sont en cours de remplacement en Allemagne et en France.

D'une toute autre ampleur est l'annonce de la livraison de chars lourds par plusieurs États membres de l'OTAN. Le Leopard 2 construit en Allemagne et exporté dans plusieurs armées européennes, le Challenger 2 britannique et l'Abrahams des États-Unis sont des fers de lance des divisions blindées de l'OTAN. A cela pourrait s'ajouter le Leclerc fabriqué en France.

Il est fait état pour chaque modèle de la mise à disposition de quelques dizaines d'unités. Ce faible nombre est représentatif du coût exorbitant d'une telle arme. Ainsi, la France n'en a qu'à peine 200 mobilisables tout de suite, au lieu de plus de 1000 chars de combat du temps de la Guerre froide.

Ce nombre n'est pas décisif, comparé aux centaines de chars utilisés par les armées de l'Ukraine et de la Russie. Mais il accentue l'intégration de l'Ukraine à l'OTAN. Les militaires du régime de Kiev utilisent de plus en plus de matériels et de munition aux normes de l'OTAN, et certains d'entre eux vont être formés à combattre dans les chars les plus récents des armées occidentales.

L'utilisation de ces quelques dizaines de chars va constituer une formidable opportunité pour l'industrie occidentale de l'armement. Car ils pourront être testés sur le terrain dans les conditions pour lesquelles ils ont été mis au point : l'affrontement en Europe contre un ennemi venu de l'Est.

Ces livraisons d'armes promises montrent que l'OTAN pousse au refus des négociations entre la Russie et l'Ukraine pour mettre fin au conflit. L'OTAN mise en effet sur le prolongement de la guerre en soutenant à bout de bras l'armée du pouvoir ukrainien. Ceci rappelle qu'un des principaux bénéficiaires de cette guerre est le pouvoir économique des États-Unis, l'État qui dirige l'OTAN. Cela se fait au détriment de l'Europe, principale perdante de cette guerre, comme en témoigne l'impact sur son économie, notamment sur l'énergie.

*M.M.*

### Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## Srilanké : trépé i rèss, bonpé i sava Mé kossa i ariv azot apré, kan zot i rotourn laba ? Pèrsone i koné pa !

Pou sak i suiv in pé laktyalite dann Sri Lanka, mwin lé sirésèrtin in bonpé i doi dir li lé dann in sityassion difissil — mèm dézéspéré — pou son lékonomi par l'fète lo péi la fé in mové réform son lagrikiltir : li la pran in an pou ariv o bio. La prodikssyon do ri la bèss 40 %, la prodikssyon lo thé la bèss son tour. E la vi la vni plizanpli shèr.

Poz lo mové késtyon, wa gingn lo mové répons

Pars lé vré gouvèrnman lo péi la désside d'in kou l'ané 2021 arète linportassyon langré, zinséktisside, lo blé, lo ri é toute in ta produi téi rovien shèr pou lékonomi lo péi. Mé final de konte lo késtyon lé mal pozé. Si gouvèrnman la fé sak li a fé, sé pars l'avé in manke deviz — in manke larzan é pou kossa l'avé in mank larzan ?

Pars covid la pass par-la é bann tourist l'arète vnir dan lo péi ; arzoute èk sa néna in gouvèrnman la désside arète ramass larzan zinpo son bande partizan, armète avèk sa lo thé la manké pou léspportassion. An pliss ké sa, l'Australie épi la Nouvèl zélande la dirssi zot poilitik limigrassion é bande migran srilanké la pi gingtn la plass pou alé.

L'ané 2022 néna 200000 pèrsone la kite lo péi ofisyèlman pou alé travaye dann bande péi zarab mé lété prévi pliss 500000 dépar.

Révolissyon bande sitoiyin.

Demoune la révolté é mèm moi zilyé zot la rante dann palé lo prézidan... In nouvo prézidan la pran la plass, mé promyé zafèr li la fors bande sitoiyin débarass lo planshé épizaprè li la roganiz la shass banna épi la réprèssion. Aprés la lansien prézidan la rovni é avèk li épi son bande soutien la roprèssion la rokomanssé avèk la tête in pé mizapri. Anparmi banna in pé l'ariv La Rényon é la zistiss la fé son travaye pou dékouraz banna avèk in filozofi sinp : trépé i rès bonpé i sava é pa pli loin ké zordi dann in laviyon loué éksopré pou sa.

Mé kissa i sava ransègn dsi sak v'ariv banna ?

Mézami lé possib an parmi banna néna v'alé dann la prizon, néna demoune va tyé azot, mé kissa issi an parmi sak la ranvoye azot laba va ransègn dsi sak v'ariv banna. Bien antandi, pèrsone.. Déza la lopignon i koné pa pou kossa égzaktoman banna la sov zot péi. Kan i ékoute la radyo La Rényon i antan dé shoz in pé étonan konm par égzanp bande réffiyé i vien issi pou viv avèk bande z'ède sossyal. Fassil di sa, mé pétète loin par rapor la vérité, é sirtou arien a oir avèk lo brové d'sivilizassyon la Franss i done ali dovan lo mond antyé.

A bon antandèr, salu.

Justin